ELO
Société Anonyme à Conseil d'administration
Capital social : 598 743 460 euros
Siège social : 40 Avenue de Flandre - 59170 CROIX
476 180 625 RCS LILLE MÉTROPOLE
(La « Société »)

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

DU 6 MAI 2025

DEUXIÈME RÉSOLUTION
(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes :

approuve les comptes consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qui lui sont présentés, qui se soldent par une perte nette consolidée de 1 223 millions d'euros pour un perte part du groupe de 1 220 millions d'euros ; et

approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

TROISIÈME RÉSOLUTION
(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes :

décide d'imputer la perte nette comptable de l'exercice, soit 31 364 378 euros, en totalité sur le poste report à nouveau, le solde duquel est ainsi ramené de 105 910 188 euros à 74 545 810 euros,

prend acte, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices clos ont été les suivants :

Au titre de l'exercice clos le	Dividende total versé*	Fraction éligible à l'abattement de 40 %**	Fraction non éligible à l'abattement de 40 %
31/12/2023	-	-	-
31/12/2022	100 482 224,50 €	100 482 224,50 €	-
31/12/2021	200 103 173 €	200 103 173 €	-

(*) y compris la fraction du dividende revenant aux actions propres
(**) abattement mentionné à l'article 158, 3, 2° du Code général des impôts

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

(...)

Pour extrait certifié conforme
Monsieur Barthelemy GUISLAIN

ELO

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG SA
Tour Eqho
2, avenue de Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'assemblée générale
ELO
40 AVENUE DE FLANDRE
59170 CROIX

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ELO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

Description du risque

Au 31 décembre 2024, la valeur nette des titres de participation au bilan s'élève à 6,6 milliards d'euros sur un total de bilan de 11,8 milliards d'euros.

Les titres de participation détenus par la société figurent au bilan à leur valeur d'apport ou à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire d'une participation est inférieure à sa valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée.

La valeur d'inventaire d'une participation correspond à sa valeur d'utilité pour la société, laquelle peut être déterminée par référence à la quote-part des capitaux propres détenue par la société, à l'actif net comptable corrigé, à sa valeur de rendement et aux perspectives de rentabilité tel que décrit dans la note « Participations et autres titres immobilisés » de l'annexe aux comptes annuels.

Le montant significatif dans le bilan de la société des titres de participation et le degré de jugement requis de la Direction dans l'estimation de leur valeur d'inventaire nous ont conduits à considérer l'évaluation des titres de participation comme un point clé de l'audit.

Notre réponse au risque

Nos travaux ont consisté à vérifier la permanence et le caractère approprié des méthodes d'évaluation retenues, ainsi que la justification des éléments chiffrés utilisés.

Le cas échéant, nous avons :

- comparé les données utilisées dans la détermination des valeurs d'utilité des participations (capitaux propres, actif net, éléments de correction de l'actif net) avec les données comptables et financières des filiales ;

- testé, par sondages, l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs d'utilité retenues par la société ;

- apprécié le caractère approprié des informations présentées dans la note « Participations et autres titres immobilisés » de l'annexe aux comptes annuels.

Lorsque les valeurs d'utilité sont fondées sur des perspectives de rentabilité, nous avons :

- examiné les principaux paramètres et hypothèses sous-jacentes retenues par la Direction ;

- apprécié leur cohérence avec les plans d'activité établis par la Direction et/ou les analyses externes disponibles au regard des environnements économiques dans lesquels opèrent ces participations ;

- vérifié que la valeur résultant des prévisions de flux de trésorerie a été ajustée du montant de l'endettement de l'entité considérée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ELO par votre assemblée générale du 21 mai 2013 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 30 août 1961 pour le cabinet KPMG S.A..

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 12ème année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la 64ème année, dont respectivement 12 et 22 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris la Défense, le 27 février 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit	KPMG SA
Xavier Belet	Caroline Bruno-Diaz
Xavier Belet	Caroline Bruno Diaz

COMPTES ANNUELS
(établis en milliers d'euros)

ELO SA

Société anonyme

40 AVENUE DE FLANDRE 59170 CROIX

DATE DE CLOTURE : 31/12/2024

Sommaire

Bilan - Actif ... 3
Bilan - Passif ... 4
Compte de Résultat ... 5
Compte de Résultat (suite) ... 6
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS ... 7
Faits caractéristiques ... 8
Règles et méthodes comptables ... 9
- Immobilisations ... 13
- Amortissements ... 14
- Liste des filiales et participations ... 15
- Etat des échéances des créances et des dettes ... 16
- Etat des Capitaux Propres ... 17
- Provisions inscrites au Bilan ... 18
- Charges à payer ... 19
- Produits à recevoir ... 19
- Traitement comptable des écarts de conversion ... 20

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT ... 21
- Analyse du Résultat d'Exploitation ... 21
- Ventilation du Chiffre d'affaires ... 22
- Analyse du Résultat Financier ... 23
- Analyse du Résultat Exceptionnel ... 24
- Rémunérations allouées aux membres des organes de direction ... 25
- Effectifs ... 25
- Impôt sur les bénéfices ... 25

NOTES COMPLEMENTAIRES ... 26
- Entreprises liées : éléments relevant de plusieurs postes ... 26
- Engagements hors bilan ... 26
- Echéancier des instruments dérivés sur taux d'intérêts ... 27
- Juste valeur des instruments financiers ... 28
- Fiscalité différée ... 29

Bilan - Actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions,brevets et droits similaires	39		39	39
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 393	1 393		
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	***1 432***	***1 393***	***39***	***39***
Terrains	11 539	14	11 525	11 525
Constructions	12 850	11 574	1 276	1 468
Installations techniques, matériel	272	252	20	24
Autres immobilisations corporelles	316	292	24	37
Immobilisations en cours	1		1	24
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	***24 978***	***12 132***	***12 845***	***13 078***
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	6 574 699	7 666	6 567 033	6 270 533
Créances rattachées à des participations	2 062 268		2 062 268	2 066 584
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	841		841	649
TOTAL immobilisations financières	***8 637 808***	***7 666***	***8 630 142***	***8 337 766***
Total Actif Immobilisé (II)	***8 664 218***	***21 191***	***8 643 026***	***8 350 883***
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Clients et comptes rattachés	5 203	5	5 198	37 815
Autres créances	901 619	154	901 465	1 247 128
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	***906 822***	***159***	***906 663***	***1 284 943***
Valeurs mobilières de placement	545 832	32	545 800	324 584
dont actions propres:				
Disponibilités	1 658 814		1 658 814	1 702 454
TOTAL Disponibilités	***2 204 646***	***32***	***2 204 614***	***2 027 038***
Charges constatées d'avance				
Total Actif Circulant (III)	***3 111 468***	***191***	***3 111 277***	***3 311 981***
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)	9 198		9 198	12 891
Ecarts de conversion actif (VI)	6 490		6 490	47 780
Total Général (I à VI)	***11 791 374***	***21 382***	***11 769 991***	***11 723 535***

Bilan - Passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 598 743	598 743	579 521
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		2 286 856	2 007 351
Ecarts de réévaluation	dont écart d'équivalence	75	75
Réserve légale		61 280	61 280
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours :		
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :	3 544 110	3 561 467
TOTAL Réserves		**3 605 390**	**3 622 747**
Report à nouveau		105 910	2 207
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		**-31 364**	**103 703**
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		239	295
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		***6 565 849***	***6 315 900***
Produit des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)			
Provisions pour risques		18	895
Provisions pour charges			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		***18***	***895***
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires		4 644 644	4 763 974
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		505 216	505 375
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs :	13 437	20 464
TOTAL Dettes financières		***5 163 298***	***5 289 814***
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		4 679	9 288
Dettes fiscales et sociales		2 189	7 111
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1	28
Autres dettes		27 788	38 287
TOTAL Dettes d'exploitation		***34 657***	***54 714***
Instruments de Trésorerie		6 170	8 593
Produits constatés d'avance			
TOTAL DETTES (IV)		***5 204 125***	***5 353 120***
Ecart de conversion Passif (V)			53 620
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		***11 769 991***	***11 723 535***

Compte de Résultat

COMPTE DE RESULTAT			Exercice N			Exercice N-1
			France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services			10 594		10 594	30 733
Chiffres d'affaires nets			***10 594***		***10 594***	***30 733***
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges						16
Autres produits					13 334	24 580
Total des produits d'exploitation (I)					***23 927***	***55 329***
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)						
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)						
Autres achats et charges externes					24 543	40 873
Impôts, taxes et versements assimilés					393	932
Salaires et traitements					386	809
Charges sociales					229	366
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements			239	202
		Dotations aux provisions				
	Sur actif circulant : dotations aux provisions				4	5
	Pour risques et charges : dotations aux provisions					
Autres charges					15 973	6 538
Total des charges d'exploitation (II)					***41 768***	***49 724***
RÉSULTAT D'EXPLOITATION					-17 841	5 604
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						1
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						-
Produits financiers de participations					108 889	203 197
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés					113 494	101 621
Reprises sur provisions et transferts de charges						1 638
Différences positives de change					24 563	8 016
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					8 130	2 229
Total des produits financiers (V)					***255 074***	***316 702***
Dotations financières aux amortissements et provisions					7 193	3 742
Intérêts et charges assimilées					303 176	255 386
Différences négatives de change					24 558	8 018
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)					***334 927***	***267 146***
RÉSULTAT FINANCIER					-79 852	49 556
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)					-97 693	55 161

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		731
Produits exceptionnels sur opérations en capital	287	12 862
Reprises sur provisions et transferts de charges	966	26 342
Total des produits exceptionnels (VII)	***1 252***	***39 934***
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		26 016
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		7 046
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	32	61
Total des charges exceptionnelles (VIII)	***32***	***33 122***
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	**1 220**	**6 812**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-65 109	-41 730
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	***280 254***	***411 966***
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	***311 619***	***308 262***
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	***-31 364***	***103 703***

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

ELO SA

Faits caractéristiques

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.
Ils sont établis en milliers d'euros.

Evènements principaux de l'exercice

I) Opérations sur le portefeuille de titres de participation :

Le portefeuille de titres de participation a évolué de +300 M€ comme suit :
- l'augmentation de capital d'Auchan Retail International pour 300 M€.

II) Opération sur le capital :

a) Augmentation de capital :
La société ELO a bénéficié d'une augmentation de son capital à hauteur de 20,5 M€ en numéraire de 1 024 765 actions ordinaires d'une valeur nominal de 20€, assortie d'une prime d'émission de 279,5M€ souscrit par la société AUSSPAR et AUMARCHE SAS en Avril 2024.

b) Réduction de capital :
Le 27 novembre 2024, ELO a procédé à une réduction de son capital social par rachat et annulation immédiate de ses actions propres pour les besoins de rééquilibrage des fonds d'actionnariat salarié et de la suppression de l'auto détention de son capital via Monicole.
Le montant de la réduction de capital est de 1,3M€ et un rachat d'actions propres à hauteur de 18,4M€.

L'ensemble de ces opérations servent principalement à financer l'activité d'Auchan Retail France ainsi que les activités Casino suite au rachat.

Au cours de l'exercice 2024, cinq nouveaux prêts ont été consentis.
L'encours des prêts, intérêts courus inclus, d'ELO envers ses filiales s'élève à 2 062 M€ et concerne New Immo Holding.

ELO a émis une souche obligataire à taux fixe de 750 M€ le 17/04/2024, cette souche n'a pas été variabilisé.
ELO a également remboursé deux émissions obligataires l'une de 98,2 M€ le 30/01/2024 et la seconde de 745,9 M€ le 03/06/2024.

Informations sur le covenant : Certains financements bancaires à moyen et long terme (ex: lignes de crédits confirmées mais non utilisées au 31 décembre 2024) comprennent une clause d'éxigibilité anticipée à la date d'arrêté en cas de non respect de certains ratios dont le ratio dette financière nette consolidée/EBITDA consolidé supérieur à 3.5. rehausse à 3.75 en cas d'acquisition significative dans l'année.

Au 31 décembre 2024, compte tenu des l'acquisition des magasins casino en 2024, considéré comme significative. ELO peut bénéficier du rehaussement du ratio à fin 2024. Ce ratio est respecté.

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'a été constaté.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux principes et méthodes définis par le règlement "ANC n°2014-03" du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence,
conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Frais de dépôt de marques
En application de l'alinéa 3 de l'article 212.3 du PCG, les frais de dépôt de marques sont comptabilisés en charges.

Logiciels
Les logiciels informatiques acquis et les logiciels développés en interne sont immobilisés et amortis sur leur durée d'utilité estimée à 3 ans.
Par exception, sont amortis sur 5 ans, les logiciels type ERP, très structurants pour le métier et dont l'architecture fonctionnelle et technique a une durée probable d'utilité plus longue.

Frais d'établissement
Ils sont comptabilisés en charges.

Dépréciations des immobilisations incorporelles
Conformément à l'article 214-16 du PCG, la société réalise des tests de dépréciation dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Lorsque la valeur nette comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable, une dépréciation est comptabilisée en charges.

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués à leur coût d'acquisition.

Les frais d'acquisition ainsi que les coûts d'emprunts sont comptabilisés en charges.
Les éléments principaux d'une immobilisation corporelle (ci-après « composant ») sont comptabilisés séparément lorsque leur durée d'utilité estimée est significativement différente.
Un plan d'amortissement propre à chaque composant est appliqué en fonction du taux ou du mode d'amortissement qui lui sont spécifiques.

Les coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les dépenses ultérieures relatives au remplacement ou au renouvellement d'un composant sont comptabilisées comme un actif distinct venant en remplacement de l'actif renouvelé.

Les immobilisations sont amorties à partir de la date de mise en service du bien, sur leur durée d'utilité avec une valeur résiduelle nulle.

Les durées par typologie sont définies comme suit :

Constructions (gros oeuvre)	Linéaire	40 ans
Etanchéités toitures, assainissements et revêtements de sols	Linéaire	20 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	6 ans 2/3 à 8 ans
Installations techniques, matériels et outillages	Linéaire/Dégressif	3 à 8 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Autres immobilisations	Linéaire	3 à 5 ans

Lorsque le bien amortissable est susceptible d'ouvrir droit au régime fiscal de l'amortissement dégressif et/ou lorsque les durées d'usage pratiquées dans la profession sont inférieures aux durées d'utilité, la société constate des amortissements dérogatoires.

Dépréciations des immobilisations corporelles

Les règles de dépréciation des immobilisations corporelles sont identiques à celles retenues pour les immobilisations incorporelles.

Participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.
Lorsque la valeur d'inventaire d'une participation est inférieure à sa valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée.

La valeur d'inventaire d'une participation correspond à sa valeur d'utilité pour la société, laquelle est déterminée par référence à la quote-part des capitaux propres détenue, à l'actif net comptable corrigé, à sa valeur de rendement et aux perspectives de rentabilité estimées.

Les frais d'acquisition des titres sont incorporés au coût de revient des titres de participation et font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur 5 ans.
Les autres immobilisations financières figurent au bilan à leur coût de revient.
Le cas échéant, des provisions sont constituées lorsque leur valeur d'utilité devient inférieure à leur coût de revient.

Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Celles exprimées en devises sont valorisées sur la base du taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.
Les créances qui présentent des risques de non-recouvrement font l'objet d'une dépréciation par voie de provision.

Lorsque les opérations commerciales font l'objet d'une couverture fixant le cours de la monnaie étrangère, les dettes et les créances sont comptabilisées au cours de clôture et un écart de conversion est constaté au bilan.
En contrepartie, les dérivés mis en place dans le cadre de la couverture font l'objet d'une comptabilisation au bilan.

Les frais d'émission des emprunts sont comptabilisés en charges au cours de l'exercice de leur mise en place.

Les emprunts en devises faisant l'objet d'une couverture sont valorisés au cours de clôture, en contrepartie d'un écart de conversion.
Les instruments dérivés utilisés en couverture font l'objet d'une comptabilisation symétrique à l'élément couvert.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur prix d'achat.
En cas de moins-value latente à la clôture (i.e. valeur de marché inférieure à la valeur d'achat),
la moins-value fait l'objet d'une provision.

Primes de remboursement des obligations

Les primes d'émission et de remboursement des obligations font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée de l'emprunt auxquelles elles sont rattachées.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant.
La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles,
au poste "Dotations aux provisions réglementées - Amortissements dérogatoires".

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée lorsque la société a une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière suffisamment fiable et dont il est probable que l'extinction se traduira par une sortie de ressources.

Les instruments dérivés de taux et de change non qualifiés de couverture font l'objet d'une provision pour risques et charges en cas de perte latente sur ces instruments (valeur de marché négative).

Engagements de retraite et autres avantages au personnel à long terme

La société externalise la gestion des indemnités de fin de carrière en vue de couvrir ses charges futures par un système d'assurance.
Les engagements font l'objet d'une évaluation actuarielle, en appliquant la méthode des unités de crédit projetées.
Cette méthode consiste à déterminer les droits acquis par le personnel à la clôture en matière de retraites, d'avantages postérieurs à l'emploi et d'avantages à long terme en tenant compte des conditions économiques et des perspectives d'évolution de salaires.
Le montant des engagements de retraite à fin 2024 est nul.

Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.
Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.
La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan, en "écart de conversion".
Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

Instruments financiers

La société utilise des instruments financiers dérivés de taux d'intérêts, principalement swaps et caps, pour gérer son exposition nette aux fluctuations des taux d'intérêts et ajuster la part de son endettement total soumise à des taux d'intérêts fixes et variables. Les instruments dérivés de change, utilisés dans le cadre de couverture, visent à limiter les fluctuations des taux de change sur les besoins en devises de la société, les financements en devises de la société et les capitaux propres de filiales étrangères. Les principaux instruments de change utilisés sont les swaps de change et swaps de devise.

Les instruments financiers à terme de change utilisés dans le cadre de la couverture sont comptabilisés en juste valeur au bilan en contrepartie du résultat uniquement lorsque cette inscription permet de compenser de manière symétrique les impacts en résultat des éléments couverts.
Dans le cadre des couvertures ainsi mises en place, les produits et charges sur instruments financiers dérivés sont comptabilisés en résultat d'exploitation ou financier, selon la nature de l'élément couvert, et viennent en compensation des produits et charges dégagés sur les éléments couverts.

Les instruments financiers à terme en position ouverte isolée (non utilisés dans le cadre d'opérations de couverture) sont comptabilisés en juste valeur au bilan en contrepartie d'un compte de régularisation. Ces instruments financiers font l'objet d'une provision pour risque en cas de perte latente. Les produits et charges sur instruments financiers dérivés en position ouverte isolée sont comptabilisés en résultat financier.

Les instruments financiers à terme sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour leurs montants notionnels, conformément au plan comptable général.

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Tous les éléments exceptionnels par leur fréquence et leur montant, se rattachant aux activités ordinaires, sont comptabilisés en résultat exceptionnel.

Impôt sur les bénéfices

ELO SA a opté pour le régime d'intégration fiscale. Le périmètre comprend 66 sociétés pour 2024, dont 5 entrantes & 5 sortantes sur l'exercice.
ELO SA, mère intégrante, en tant que seule redevable de l'impôt, comptabilise la dette d'impôt vis-à-vis du Trésor Public, les filiales fiscalement bénéficiaires constatant uniquement en compte courant leur charge d'impôt calculée comme si elles étaient imposées séparément.
Les économies d'impôt provenant des sociétés déficitaires et des rectifications liées à la détermination du résultat d'ensemble sont constatées par la société tête de groupe de l'intégration fiscale : ELO SA.

Changements de méthode

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu.
Par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)				
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		1 432		
Terrains		11 539		
Constructions	Sur sol propre	7 971		4
	Sur sol d'autrui			
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	4 849		26
Installations techniques, matériel et outillage industriels		272		
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			
	Matériel de transport	8		
	Matériel de bureau et mobilier informatique	308		
	Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours		24		-24
Avances et acomptes				
	TOTAL (III)	***24 971***		***7***
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations		8 341 283		295 685
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		649		192
	TOTAL (IV)	***8 341 931***		***295 877***
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	***8 368 334***		***295 883***

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				1 432	
Terrains				11 539	
Constructions	Sur sol propre			7 975	
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions			4 875	
Installations techniques, matériel et outillage industriels				272	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers				
	Matériel de transport			8	
	Matériel de bureau et mobilier informatique			308	
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				1	
Avances et acomptes					
	TOTAL (III)			***24 978***	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations				8 636 967	
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières				841	
	TOTAL (IV)			***8 637 808***	
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			***8 664 218***	

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE				
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)					
Fonds commercial					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		1 393			1 393
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)		***1 393***			***1 393***
Terrains					
Constructions	Sur sol propre	6 759	153		6 911
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements	4 594	69		4 663
Installations techniques, matériels et outillages		247	5		252
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers				
	Matériel de transport	8			8
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	272	13		285
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)		***11 879***	***239***		***12 118***
TOTAL GENERAL (I + II)		***13 272***	***239***		***13 512***

Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exception-nel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais établ							
Fonds comm.							
Autres							
INCORPO.							
Terrains							
Constructions :							
sol propre	21			50			-29
sol autrui							
install.				22	5		-27
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							-
Inst gén.							
M.Transport							
Mat bureau.							
Emball.							
CORPO.	***21***			***72***	***5***		***-56***
Acquis. de titres							
TOTAL				72	5		-56

Cadre C	Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations	12 891	-	3 693	9 198

Liste des filiales et participations

Filiales et participations (en K€)	Capitaux Social de la société (en K€)	Capitaux propres hors résultat (en K€)	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals données par la société	Dividendes Reçus	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat comptable du dernier exercice (en K€)
				Brute	Nette					
A. Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)										
Auchan Retail International	**1 098 572**	**7 113 536**	**99,74%**	**4 770 123**	**4 770 123**				**179 654**	**-1 341 346**
New Immo Holding	**667 165**	**2 410 858**	**100,00%**	**1 576 570**	**1 576 570**				**5 431**	**-33 313**
Gesare	**3 500**	**13 361**	**100,00%**	**19 995**	**12 330**					-1 019
B. Participations (5 à 50% du capital) - à détailler										
Oney Bank	71 801	559 102	49,90%	**208 002**	**208 002**				257 600	-1 971

Etat des échéances des créances et des dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		2 062 268	6 268	2 056 000
Prêts				
Autres immos financières		841	841	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		***2 063 109***	***7 109***	***2 056 000***
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients		5 203	5 203	
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	40 890	40 890	
	Taxe sur la valeur ajoutée	538	538	
	Autres impôts			
	Etat - divers	394	394	
Groupes et associés		802 682	802 682	
Débiteurs divers		57 115	57 115	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		***906 822***	***906 822***	
Charges constatées d'avance				
TOTAL DES CREANCES		***2 969 931***	***913 931***	***2 056 000***
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires		4 644 644	779 744	3 864 900	
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine					
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		505 216	5 216	500 000	
Emprunts et dettes financières divers		13 437	13 437		
Fournisseurs et comptes rattachés		4 679	4 679		
Personnel et comptes rattachés		60	60		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		60	60		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	1 899	1 899		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts	170	170		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1	1		
Groupes et associés					
Autres dettes		33 959	33 959		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		***5 204 125***	***839 225***	***4 364 900***	
Emprunts souscrits en cours d'exercice			Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice					

Etat des Capitaux Propres

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2024	Valeur nominale
Actions ordinaires	28 976 047	1 024 765	63 639	**29 937 173**	20
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					
Total	**28 976 047**	**1 024 765**	**63 639**	**29 937 173**	

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	579 521	20 495	1 272				598 744
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	2 007 351	279 505					2 286 856
Ecarts de réévaluation	75						75
Réserve légale	61 280						61 280
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves	3 561 467		17 358				3 544 110
Report à nouveau	2 207				103 703		105 910
Résultat de l'exercice	103 703	-31 364			-103 703		-31 364
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées	295	21	77				239
TOTAL CAPITAUX PROPRES	***6 315 900***	***268 656***	***18 706***				***6 565 849***

Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	295	21	77	239
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	***295***	***21***	***77***	***239***
Provisions pour litige				
Provisions pour garanties				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts	895	11	889	18
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL (II)	***895***	***11***	***889***	***18***
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles	14			14
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations	4 166	3 500		7 666
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients	5			5
Autres provisions pour dépréciations	182	4		186
TOTAL (III)	***4 366***	***3 504***		***7 871***
TOTAL GENERAL (I + II + III)	***5 557***	***3 537***	***966***	***8 128***
Dont dotations et reprises d'exploitation		4		
Dont dotations et reprises financières		3 500		
Dont dotations et reprises exceptionnelles		32	966	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 216
Emprunts et dettes financières divers	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	3 417
Dettes fiscales et sociales	90
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	1
Autres dettes	1 085
Total	**9 809**

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	6 268
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel et comptes rattachés	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	
Etat et autres collectivités publiques	394
Autres créances	51 592
Disponibilités	2 954
Total	**61 208**

Traitement comptable des écarts de conversion

Ecarts de conversion Actif

Données en milliers d'euros	Ecart Actif					
	Total	Compensé par couverture de change			Provision pour risque	Net
		Ecart passif	Engagement	Autres		
Acomptes sur immobilisations						
Prêts						
Autres créances immobilisées						
Créances d'exploitation						
Créances diverses						
Dettes financières						
Dettes d'exploitation						
Dettes sur immobilisations						
Instruments de trésorerie						
Appel de marge	6 490					
TOTAL	**6 490**					

Ecarts de conversion Passif

Données en milliers d'euros	Ecart Passif
Acomptes sur immobilisations	
Prêts	
Autres créances immobilisées	
Créances d'exploitation	
Créances diverses	
Dettes financières	
Dettes d'exploitation	
Dettes sur immobilisations	
Instruments de trésorerie	
Appel de marge	
TOTAL	

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Analyse du Résultat d'Exploitation

Le Résultat d'Exploitation à la clôture s'élève à -17 841 k€
A la clôture précédente, il s'élevait à 5 604 k€
Il se décompose principalement et comparativement comme suit :

Nature des indications	Exercice N	Exercice N-1
a) Chiffres d'Affaires net	10 594	30 733
b) Autres produits	13 334	24 596
c) Achats de marchandises & de matières premières		
d) Autres Achats et Charges Externes	-24 543	-40 873
e) Impôts et Taxes	-393	-932
f) Frais de Personnel	-615	-1 175
g) dotations d'exploitation	-244	-207
h) Autres Charges	-15 973	-6 538
Résultat d'Exploitation	***-17 841***	***5 604***

a) Chiffres d'Affaires net

Les prestations de services de concernent les refacturations émises aux filiales, dont principalement :

- assurances aux entités du groupe pour 4,3 M€ (-20,8 M€ vs 2023);
- commissions sur cautions pour 4,3 M€ (+0,5 M€ vs 2023);
- taxes foncières et locatives pour 1,6 M€ (+0,1 M€ vs 2023);
- Honoraires Divers pour 0.2 M€ (+0,2 M€ vs 2023);

La baisse des refacturations d'assurances est lié au fait qu'historiquement ELO était la société du groupe qui souscrivait l'ensemble des assurances (dommages direct & pertes d'exploitation, ingénierie, terrorisme, responsabilité civile, protection image,flotte, fraude etc...) au niveau du groupe et refacturait ensuite ses coûts aux filiales. En 2024, ce sont désormais les filiales retail elles même qui prennent directement en charge la majorité de leurs assurances.

b) & h) Autres produits et Autres Charges

La baisse des autres produits s'explique principalement lié à un changement de méthode de rémunération de la marque Auchan entre ARI et ELO.

d) Autres Achats et Charges Externes

La variation entre 2023 et 2024 s'explique principalement par une baisse de 20 M€ d'assurances,

Elles comprennent principalement les postes & évolutions suivants :

- les assurances pour 4,5 M€ (- 20,4 M€ vs 2023)
- les frais bancaires pour 9,1 M€ (+0,9 M€ vs 2023)
- l'ensemble des honoraires pour 7,8 M€ (+2,9 M€ vs 2023)
- la stabilité des cotisations des services d'appui à hauteur de 1,7 M€;

e) Les impôts & taxes varient de -0,5 M€ cela s'explique principalement par une baisse des coûts de droits d'enregistrements et de timbres pour - 0,4 M€.

f) Passage de 2 ETP à 1 ETP entre 2023 et 2024 ce qui explique la variation d'environ 0,6M€.

g) Les dotations aux provisions d'exploitations concernent uniquement celles liées aux amortissements des immobilisations.

Ventilation du Chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises			
Production vendue biens			
Production vendue services	10 594	30 733	-65,53%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	10 594	19 950	
Chiffres d'affaires nets-Export		10 783	
Chiffres d'affaires nets	***10 594***	***30 733***	***-65,53%***

Le chiffre d'Affaires nets-Export correspond aux facturations établis vers les filiales du groupe non françaises, ainsi qu'aux divers clients non résidents français.

La Variation s'explique principalement par la baisse de refacturation de taxes et assurances qui s'elevait à 25 234k€ en 2023 contre 4 362K€ sur 2024.

Si l'on ne prend pas en considération la variation lié aux assurances, le Chiffre d'affaires est sensiblement stable car il varie de + 0,8 M€ entre 2023 et 2024.

Analyse du Résultat Financier

Le Résultat Financier à la clôture s'élève à -79 852 k€
A la clôture précédente, il s'élevait à 49 556 k€
Il se décompose principalement et comparativement comme suit :

Nature des indications	Exercice N	Exercice N-1
a) Produits financiers de participations	108 889	203 197
b) Autres intérêts et produits assimilés	113 494	101 621
c) Reprises sur provisions et transferts de charges		1 638
d) Autres produits financiers	8 130	2 229
e) Dotations financières aux amortissements et provisions	-7 193	-3 742
f) Intérêts et charges assimilées	-303 176	-255 386
g) Autres charges financières		
h) Résultat sur différences de change	5	-2
Résultat Financier	***-79 852***	***49 556***

Le résultat financier diminue au global de 125 M€, comme suit :

- Pas de dividendes reçus d'Auchan Retail International sur 2024 (100 M€ en 2023);
- Evolution des intérêts sur prêts + 6M€ par rapport à 2023.
- Augmentation nette des intérêts bancaires (perçus/payés) de 36 M€ :
  - dont +47 M€ d'intérêt supplémentaires sur emprunts obligataires
  - dont +9 M€ d'intérêts supplémentaires sur emprunts bancaires
  - dont gain de 23 M€ d'intérêts sur compte courant (financement d'ARI & de Nhood)
- Produits de cession sur placement de valeurs mobilières pour 6 M€ en 2024 (2 M€ en 2023).

Analyse du Résultat Exceptionnel

Le Résultat Exceptionnel à la clôture s'élève à 1 220 k€
Il se décompose principalement comme suit :

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Amortissements derogatoires	21	
Dotations aux provisions sur rappel d'impots	11	
Interets de retard		
Reprise amortissement dérogatoires		77
Reprise provision suite AMR controle fiscal		889
Boni lié à des rachats d'actions		287
Dégrèvement d'impot		
TOTAL	***32***	***1 252***

Le résultat exceptionnel s'élève à 1.2 M€ en fin d'exercice,
tenant compte des éléments exposés précédemment.

Parmi les opérations significatives de l'exercice :

- Reprise d'une provision d'impôt en lien avec le controle fiscal de Auchan Supermarché suite à la constatation du réel dans les comptes.
- Constatation d'un boni de 287 k€, lié à des rachats d'obligations en lien avec un des emprunts EMTN26.

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Eu égard au caractère confidentiel de cette information, les rémunérations ne sont pas divulguées.

Effectifs

	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
Effectf	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Cadres	2	2			2	2
Agents de maîtrise					0	0
Employés et techniciens					0	0
Autres					0	0
TOTAL	***2***	***2***	***0***	***0***	***2***	***2***

L'effectif moyen du personnel est de : 2

Impôt sur les bénéfices

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat après impôt
Résultat courant	-97 693	-65 109	-32 584
Résultat exceptionnel	1 220		1 220
IS sur résultats antérieurs			
Contribution sociale			
Contribution exceptionnelle			
TOTAL	***-96 473***	***-65 109***	***-31 364***

Le produit d'impôt de -65 109 k€ se décline comme suit :

- gain sur Intégration Fiscale pour 64 718 k€
- ajustement d'Impôts sur les sociétés, suite Contrôles Fiscaux, pour une différence de 101 k€.
- Régularisation d'impôts pour une différence négative de 491k€

Méthode employée :

Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

NOTES COMPLEMENTAIRES

Entreprises liées : éléments relevant de plusieurs postes

Il n'y a pas eu de transactions significatives effectuées par la société avec des parties liées, qui n'ont pas été conclues aux conditions normales de marché.

Aucune autre transaction significative avec les actionnaires de référence n'est à noter.

Engagements hors bilan

Engagements reçus : Néant
Cautions reçues : Néant
Garanties reçues : 2 500 k€

Engagement donnés : Néant
Dettes assorties de cautions : 321 k€
Cautions données pour un engagement d'une société du groupe : 422 787 k€

Informations sur le covenant : Certains financements bancaires à moyen et long terme, (ex : lignes de crédit confirmées mais non utilisées au 31 décembre 2024) comprennent une clause d'éxigibilité anticipée à la date d'arrêté, en cas de non respect de certains ratios.
Dont le ration dette financière nette consolidée / EBITDA consolidé supérieur à 3,5.
Réhaussé à 3,75 en cas d'acquisition significative dans l'année.
Au 31 décembre 2024, compte tenu des l'acquisition des magasins casino en 2024, considéré comme significative. ELO peut bénéficier du rehaussement du ratio à fin 2024.
Ce ration (réhaussé à 3,75) est respecté.

Echéancier des instruments dérivés sur taux d'intérêts

Encours moyen (en milliers d'euros)	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029
Swaps simples payeurs taux fixe hors intermédiation					
Swaps simples payeurs taux variable hors intermédiation	2 706 164	1 811 370	1 450 411	1 053 689	164 384
Swaps simples payeurs taux fixe pour l'intermédiation avec les banques	1 700 000	1 700 000	1 713 973	1 893 989	1 735 890
Swaps simples payeurs taux variable pour l'intermédiation avec les filiales	1 700 000	1 700 000	1 713 973	1 893 989	1 735 890
Swaptions de taux (option sur swap de taux)					
Achats de caps					
Achats de collars (achat de caps/vente de floors)					
Swaps de devise payeurs taux variable					
Swaps de devise taux variable/taux variable					
Total opérations de couverture *	**6 106 164**	**5 211 370**	**4 878 356**	**4 841 667**	**3 636 164**
Total opérations spéculatives					

* Les opérations de couverture ont pour seul objet de réduire l'exposition de la société à l'évolution des taux d'intérêts et de change sur les prêts accordés aux filiales en devise.

Pour l'intermédiation, les opérations sont traitées de façon miroir entre les filiales et les banques.

Juste valeur des instruments financiers

Hors ICNE (en milliers d'euros)	Couverture	Position ouverte isolée	Total
Instruments dérivés de taux d'intérêt	-35 406		-35 406
Instrument dérivés de change (y compris swaps de devise)			

Fiscalité différée

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées	239	295
Subventions d'investissement		
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif	6 490	47 780
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	**6 729**	**48 075**
Total passif d'impôt futur	**1 738**	**12 415**
Bases d'allègement det la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires		
Autres risques et charges provisionnés		
Charges à payer		
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif		53 620
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement	512 702	439 953
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	**512 702**	**493 572**
Total actif d'impôt futur	**132 405**	**127 465**
Situation nette	**134 143**	**139 880**

(1) Taux d'impôt :	*25,83%*	*25,83%*
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	*25,00%*	*25,00%*
Contribution sociale sur l'impôt :	*3,30%*	*3,30%*
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :	*0,00%*	*0,00%*